

**Convention collective**

IDCC : 8113. – **EXPLOITATIONS D'ARBORICULTURE, DE MARAÎCHAGE,  
D'HORTICULTURE ET DE PÉPINIÈRES D'ILE-DE-FRANCE**  
**(8 septembre 2006)**

(Etendue par arrêté du 10 janvier 2007,  
*Journal officiel* du 4 février 2007)

---

AVENANT N° 1 DU 12 MARS 2007 (1)

NOR : *AGRS0797102M*

IDCC : *8113*

---

Entre :

La fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles d'Ile-de-France (FRSEAIF) ;

D'une part, et

La fédération nationale agro-alimentaire et forestière (FNAF) CGT ;  
Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, intitulé Champ d'application, de la convention collective susvisée sont modifiées comme suit :

« La présente convention détermine les rapports entre les employeurs et les salariés des exploitations maraîchères, horticoles, arboricoles, pépinières et de cressiculture, dites cultures spécialisées de la région Ile-de-France (départements 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95), quel que soit le siège de l'entreprise même si les terrains de culture s'étendent sur un département limitrophe et où que soient domiciliées les parties. »

**Article 2**

Le 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 12, paragraphe A, Maladie ou accident de la vie privée, est complété ainsi qu'il suit :

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

« , lorsque l'absence du salarié est de nature à provoquer la désorganisation de l'entreprise et que la preuve est faite que le salarié ne peut être remplacé par un salarié recruté par un contrat de travail à durée déterminée ou par un contrat de travail temporaire. »

### **Article 3**

A l'article 31, les 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> tirets sont modifiés comme suit :

« – 4 jours pour le mariage du salarié ou la conclusion d'un pacte civil de solidarité (PACS) par le salarié » ;

« – 3 jours pour le décès du conjoint, d'un concubin, du cocontractant d'un pacte civil de solidarité (PACS) ou d'un enfant » ;

« – 1 jour pour le mariage d'un enfant ou la conclusion d'un pacte civil de solidarité (PACS) par un enfant. »

### **Article 4**

Au chapitre X, Apprentissage, il est ajouté à la fin du 3<sup>e</sup> alinéa le membre de phrase suivant :

« à partir du moment où le salaire conventionnel est égal ou supérieur au SMIC. »

### **Article 5**

Il est ajouté à l'article 35 un 4<sup>e</sup> tiret rédigé ainsi qu'il suit :

« – 2 semaines pour un salarié bénéficiant d'un contrat à durée déterminée (CDD) et justifiant d'une embauche sous contrat à durée indéterminée (CDI). »

### **Article 6**

A l'article 38, paragraphe intitulé « classe 3 – Directeurs et gérants d'entreprises » les dispositions des niveaux III-1 et III-2 sont inversées comme suit :

« Classe 3 – Directeur et gérants d'entreprises

Niveau III-1

Cadre qui assure seul, pour le compte d'une personne physique ou morale, la bonne marche technique et administrative de la totalité de l'entreprise.

En accord avec le propriétaire de l'entreprise :

- il détermine les orientations de l'exploitation et les moyens en personnel et matériel qu'il mettra en œuvre pour atteindre les objectifs fixés ;
- il représente l'entreprise auprès des clients, des fournisseurs et de l'administration ;
- il a la responsabilité de la comptabilité et rend compte, notamment en fin d'exercice, des résultats techniques, économiques et financiers de sa gestion.

Pour tenir cet emploi, il est nécessaire de justifier d'une formation supérieure, dans un domaine technique ou d'administration des entreprises, ou de détenir une expérience permettant de maîtriser toutes les fonctions de l'entreprise.

### Niveau III-2

Cadre qui gère l'exploitation suivant les directives générales et les grandes orientations définies en commun avec l'employeur :

- il exécute les travaux en temps opportun et s'entoure des compétences nécessaires pour conduire l'exploitation suivant les options établies ;
- il peut embaucher et licencier le personnel ;
- il est habilité à négocier et à engager la responsabilité de l'entreprise auprès des clients, des fournisseurs et de l'administration. Il rédige notamment les documents relatifs à l'hygiène et à la sécurité du personnel ;
- il a la responsabilité de la comptabilité courante et rend compte périodiquement des résultats techniques, économiques et financiers de sa gestion.

Pour tenir cet emploi, il est nécessaire de justifier d'une formation supérieure, dans un domaine technique ou d'administration des entreprises, ou de posséder une expérience dans un poste à responsabilité. »

## Article 7

A l'annexe II : Grille de concordance, le paragraphe « Salariés cadres » est modifié comme suit :

### *Salariés cadres*

| AVANT  |  | A PARTIR DU 1 <sup>er</sup> FÉVRIER 2007  |
|--|--|---|
| Convention collective régionale du 28 avril 1965 Arboriculture, maraîchage Ile-de-France (hors 77) | Convention collective départementale du 16 avril 1964 Seine-et-Marne - Cultures spécialisées | Convention collective régionale Ile-de-France du 8 septembre 2006 - Cultures spécialisées |
| Contremaître et Comptable<br>Coefficient 225   | 3 <sup>e</sup> groupe - Coefficient 320  | Classe 1  |
| Chef de cultures générales<br>Coefficient 290  | 2 <sup>e</sup> groupe B - Coefficient 380  | Classe 2 Niveau II-1  |
| Chef de cultures spécialisées<br>Coefficient 350   | 2 <sup>e</sup> groupe B - Coefficient 450  | Classe 2 Niveau II-2  |

| AVANT                        |  | A PARTIR DU 1 <sup>er</sup> FÉVRIER 2007 |
|------------------------------|--|--|
|                              | 1 <sup>er</sup> groupe A - Coefficient 520 | Classe 3 Niveau III-1                    |
| Régisseur<br>Coefficient 460 | 1 <sup>er</sup> groupe A - Coefficient 660 | Classe 3 Niveau III-2                    |

### Article 8

Les parties signataires demandent l'extension de la présente convention.

Fait à Paris, le 12 mars 2007.

(Suivent les signatures.)